

L'HEBDO QUI CLIC

331

cgtlehavre.fr

Hebdomadaire électronique de l'Union des syndicats CGT du Havre

Directeur de publication : Pierre LEBAS

119 Cours de la République 76600 LE HAVRE – cgtlehavre.fr - 02 35 25 39 75

186

Nouveaux
syndiqués
Depuis le
1^{er} janvier
2012

la
cgt
LE HAVRE



Au sommaire du 27 septembre 2012 :

- 09 octobre / **Tract CGT Le Havre :** Page 2
- Traité européen / **Pétition CGT à l'attention des parlementaires Français :** Page 3
- L'agenda revendicatif de septembre : Page 4
- **CAMPAGNE TPE LE HAVRE :** Page 5
- Situation secteur automobile / **Courrier de la Fédération CGT Métaux à M. Sapin :** Pages 6 et 7
- Abandon du projet de la Maison de l'Histoire de France / **déclaration CGT :** Page 8
- Articles parus dans la presse Havraise : Pages 9 à 12
- Articles parus dans la presse : Pages 13 et 14
- Audrey Vernon à l'UL le 05 octobre / **Affiche :** Pages 15 et 16
- En direct des protocoles d'accords électoraux : Page 17
- Le programme de formation syndicale de l'UL : Page 18
- L'hebdo pratic' : Pages 19 et 20



Journée internationale d'actions le 09 octobre : Pour le développement de l'industrie, de l'emploi et de son contenu social !

**Mardi 9 octobre 2012,
Public, Privé : imposons nos revendications,
partout et tous ensemble !
Manifestation à 10h30
de la gare SNCF à l'hôtel de ville**

Cette journée d'actions est interprofessionnelle. Elle s'articule autour des revendications majeures que sont l'emploi, les salaires et donc la protection sociale, car la création d'emplois, l'arrêt des licenciements et l'augmentation générale des salaires, c'est plus de cotisations sociales qui financent les caisses de la sécurité sociale. Cela permet ainsi aux salariés d'être mieux protégés, de pouvoir se soigner, de pouvoir partir à la retraite...

L'emploi ne doit pas être le jouet des spéculateurs, des capitalistes. Ces gens-là ne prennent pas de risques, ils ne transpirent que lorsque les cours de la bourse plongent brutalement ; ils jouent tout simplement avec nos vies et c'est insupportable !

Le salaire, c'est le moyen le plus efficace pour partager les richesses créées. Personne n'a encore rien trouvé de mieux ; quand nous disons salaire, c'est aussi, bien entendu, retraite, allocations, bourses d'études...tout ce qui est lié au travail (avant, pendant et après le travail).

Oui nous défendons les cotisations sociales, elles font partie intégrante de notre salaire. Quand les patrons parlent de « charges », ils oublient de dire que les cotisations sociales employeurs sont un salaire différé, c'est notre salaire, elles existent parce que nous travaillons. Les cotisations sociales nous permettent de vivre mieux grâce à la collectivisation des ressources qu'elles représentent.

Oui, le 9 octobre nous devons être dans la rue, nous devons manifester face aux lobbys du grand patronat, des banques et des spéculateurs !

**Mobilisons-nous,
le gouvernement doit nous entendre !**



L'agenda revendicatif de septembre :

➡ Du lundi 24 au vendredi 28 à l'UL

Stage CHSCT organisé par l'UL

➡ Jeudi 27 devant l'entreprise MERTZ

VENEZ SOUTENIR

NOTRE CAMARADE DE MERTZ (Transports)

Alors même que la Direction Départementale du Travail a annulé son licenciement, la direction continue les pressions et convoque le camarade à un 2ème entretien préalable au licenciement !

Jeudi 27 septembre

A 17h00

Route des Alizés 76430 St Vigor d'Ymonville

Nous comptons sur vous pour être nombreux et faire un maximum de bruit !

➡ Dimanche 30 septembre à Paris

**Manifestation à Paris pour obtenir un referendum sur le
Traité budgétaire**

Elections dans les très petites entreprises :

Comment vérifier son inscription

Les salariés des très petites entreprises peuvent dès à présent vérifier ou consulter leur inscription en ligne sur le site :

https://www.electiontpe.travail.gouv.fr/tpe/recherche_electeur

Vous avez jusqu'au 1er octobre 2012 pour corriger la liste électorale en vous adressant à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de leur région (DIRECCTE).

Pour rappel, tout salarié (y compris apprenti), qui a eu au moins une journée de contrat de travail dans une entreprise de moins de 11 salariés en décembre 2011 est électeur.

Vous avez normalement reçu l'information de votre inscription par courrier à votre domicile fin août/début septembre. Dans le cas contraire, la vérification et/ou la correction de la liste s'impose.

Il est possible de recevoir un rappel le jour de l'ouverture du vote : pour être prévenu au moment de l'ouverture du vote et recevoir un mél ou un SMS, s'inscrire ici : <http://www.electiontpe.travail.gouv.fr/index.html>

Aussi, pour obtenir des informations générales sur les modalités des élections, vous pouvez vous adresser aux services suivants :

LE HAVRE : 79 rue Jules Siegfried BP 20

76083 LE HAVRE CEDEX

Renseignements.lehavre@direccte.gouv.fr



Fédération
des Travailleurs
de la Métallurgie CGT

Case 433 - 263, rue de Paris
93514 Montreuil cedex

<http://www.ftm-cgt.fr>

Télécopie 01.48.59.80.66

Réf. : DM/sb

Tel: 01.48.18.21.43

Fax: 01.48.59.80.66

E-mail: revendicatif@ftm-cgt.fr

Montreuil, le 18 septembre 2012

Ministère du Travail et de l'Emploi
Monsieur le Ministre, Michel SAPIN
127 rue de Grenelle
75007 PARIS

Copie : Ministère du redressement Productif
Monsieur le Ministre, Arnaud MONTEBOURG

Objet : Situation secteur automobile.

Monsieur le Ministre,

L'UIMM (patronat de la métallurgie) a convoqué une commission paritaire sur l'emploi exceptionnelle, concernant le secteur automobile, Vendredi 14 septembre dernier avec plusieurs points à l'ordre du jour : Situation économique et compétitivité du secteur avec une présentation du CCFA (Comité des Constructeurs Français d'Automobiles) et de la FIEV (Fédération des Industries des Equipements pour Véhicules), situation de l'emploi et état des lieux, prospectives présentées par l'UIMM et le B.I.P.E.

Ne partageant pas le même diagnostic sur les problématiques de la filière automobile, nous avons fait une présentation, que nous vous joignons en copie, démontrant que la situation vécue aujourd'hui sur notre territoire découle bien des stratégies mises en œuvre par les constructeurs, notamment RENAULT et PSA. L'UIMM n'a d'ailleurs pas contesté nos appréciations contenues dans le document présenté par la FTM/CGT.

La deuxième partie de la réunion était consacrée à faire un bilan de la charte automobile et à examiner le projet de redéploiement de celle-ci dans le cadre du plan national au bénéfice du secteur automobile. Alors que notre organisation syndicale n'avait rien reçu, l'UIMM a annoncé qu'un projet de charte a été rédigé par M. GEIGER Pascal chargé de mission du Ministère du Travail, de l'Emploi.

Nous sommes surpris que le Gouvernement actuel propose de prolonger une charte rédigée par Monsieur Larcher, Ministre du travail sous le Président Chirac et reconduite par les gouvernements successifs. Celle-ci n'a en rien réglé les problèmes d'emplois et de conditions de travail dans la filière automobile.

De plus, l'UIMM se désengage de cette responsabilité en annonçant que l'ETAT admet que la filière automobile subit à l'heure actuelle 20% de surcapacité de production, et par conséquent un besoin d'accompagnement des salariés en favorisant une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences cohérentes avec les orientations stratégiques et industrielles de cette filière.

Comme le rapport SARTORIUS le confirme, la situation de PSA est l'illustration parfaite des mauvais choix stratégiques du groupe opérés par ses principaux dirigeants et actionnaires, à savoir privilégier le rachat d'actions de 3,2 milliards d'euros et le versement

de dividendes à hauteur de 2,8 milliards plutôt que de développer l'emploi, la formation et l'investissement dans les sites Français.

Pour l'Etat et l'UIMM, ces milliards d'euros distribués à quelques uns ne sont pas le problème de la filière automobile et le coupable de cette situation n'est rien d'autre que le « coût du travail » ce qui sous-entend, les salaires et les cotisations sociales.

Pour la CGT et comme le démontrent beaucoup d'études, c'est du côté du coût du capital qu'il faut chercher les freins de l'industrie Française. L'UIMM veut vous associer à la destruction d'une filière au nom d'une crise économique et politique dont les conséquences vont aggraver encore plus la situation sociale des salariés.

Nous considérons, au regard de la situation injuste, que l'action publique, l'action parlementaire, se doivent de corriger et d'inverser les décisions stratégiques permettant une autre répartition des richesses créées en les utilisant au développement économique et social.

La CGT mettra tout en œuvre pour faire connaître son diagnostic de la filière automobile française et imposer un véritable débat public ainsi qu'une expertise indépendante sur l'avenir de la filière automobile en imposant un moratoire sur les licenciements boursiers.

Cette forme de chantage que vous exercez est inadmissible et il ne faudra pas compter sur la CGT pour s'en prendre au travail en accompagnant la casse de l'industrie automobile, accepter la flexibilité, réduire les salaires avec des accords de compétitivité tels que l'UIMM et le MEDEF le souhaitent.

Nous considérons qu'il est primordial dans notre pays d'endiguer le déclin de la filière automobile, en mettant en œuvre une politique industrielle répondant aux besoins sociaux des salariés et de la population. C'est d'ailleurs dans ce sens que la Fédération européenne des industries a décidé de mobiliser les salariés le 9 octobre prochain.

Nous sommes évidemment disponibles pour poursuivre le débat avec vous sur cette situation.

Dans l'attente de vous lire,

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments distingués.

Pour la Fédération des travailleurs de la Métallurgie CGT



Michel DUCRET

Responsable de l'activité automobile



Déclaration de la CGT

Abandon du projet de Maison de l'Histoire de France Un bon choix qui en appelle d'autres !

En janvier 2011, la CGT demandait à Messieurs Nicolas Sarkozy et Frédéric Mitterrand de geler le projet d'une Maison de l'Histoire de France et de renoncer à sa localisation aux Archives nationales à Paris. Aussi, nous nous félicitons que la ministre de la Culture, Aurélie Filippetti annonce aujourd'hui son abandon définitif.

Nous devons cette décision attendue à la lutte opiniâtre et remarquée des personnels des Archives nationales et de leurs organisations syndicales. L'opposition de la communauté scientifique et du monde des arts et de la culture à un projet empreint d'une vision étriquée et manichéenne de l'histoire aura certainement beaucoup compté également.

La Maison de l'Histoire de France faisait peser de lourdes menaces sur les Archives nationales. Elle portait par ailleurs atteinte à un autre réseau public précieux : les musées nationaux.

L'arbitrage rendu par Aurélie Filippetti va donc dans le bon sens. Reste néanmoins qu'il ne lève pas, loin s'en faut, toutes les hypothèques sur l'avenir de la politique des archives et des musées. Ces missions déterminantes pour les politiques publiques culturelles exigent une ambition nouvelle et des moyens suffisants. Or même si tout n'est pas encore joué, les annonces du gouvernement en matière d'emploi public et de budget font craindre le pire pour le ministère de la Culture, déjà grandement fragilisé.

Nous ne redirons jamais assez que la culture est un bien commun et un droit fondamental, qu'elle est un facteur d'émancipation, de cohésion sociale et de développement économique. Nous voulons réaffirmer la nécessité incontournable d'un service public de la culture refondé, présent sur l'ensemble du territoire, dans lequel l'Etat doit prendre toute sa place. La culture n'est ni un coût ni une dépense, c'est un investissement sur l'avenir et pour la démocratie. La CGT sera donc extrêmement attentive aux orientations du gouvernement dans ce domaine dans les semaines à venir.

Lundi 24 septembre 2012

L'Europe des dockers en grève

SOCIAL. Face à de nouvelles menaces sur leurs organisations de travail, les dockers tirent la sonnette d'alarme.



Comme la plupart de leurs collègues européens, les dockers havrais observent ce matin une heure d'arrêt de travail. Deux raisons à ce mouvement international : une marque de solidarité envers leurs homologues portugais, en conflit depuis le 20 juillet pour dénoncer le projet du gouvernement de « casser » leur statut de docker et, sur un plan plus général, les nouvelles craintes de déréglementation du secteur qui se dessinent au niveau européen.

« En 2003 et 2006, par nos actions communes dans les ports d'Europe, nous avons fait reculer le parlement de Strasbourg. La directive prévoyait notamment l'auto-assistance. C'est-à-dire que les marins puissent saisir eux-mêmes les conteneurs à bord des bateaux sans faire appel aux dockers. La libéralisation des services portuaires se profilait alors avec une organisation du travail décidée à l'échelle européenne. Le dossier sorti par la porte revient par la fenêtre. Le projet portugais est présenté comme pilote pour les ports européens, au moment même où se tient, aujourd'hui et demain à Bruxelles, la conférence



Johann Fortier (à droite) et les dockers n'excluent pas de durcir l'action

sur la politique portuaire européenne », dénonce Johann Fortier, secrétaire général des dockers havrais.

« C'est un nouvel affront »

Face à ce qu'elle considère comme une nouvelle provocation, la profession s'organise. Les dockers, derrière le Conseil International des Dockers (IDC), organisation présente sur tous les continents, avec d'autres travailleurs portuaires réunis au sein d'ETF, la Fédération européenne des ouvriers du transport, se mettent en ordre de bataille pour prouver leur capacité à se mobiliser. « Après 2006, il était prévu la mise en place des comités de dialogue social secto-

riel réunissant, sous l'égide de l'Europe, organisations salariales et patronales. Les discussions ont commencé, mais les comités n'ont pas vu le jour. Où l'on devait parler de santé et sécurité au travail, de formation et qualification professionnelle, le commissaire européen au transport a opposé comme priorité la productivité, au mépris des acquis. L'annonce d'un nouveau projet pour légiférer dès 2013 l'organisation du travail dans les ports, autour de la flexibilité et la compétitivité, a refait surface pour satisfaire le lobby maritime. » Un passage en force que la profession condamne.

ST. R.

C'EST MON QUARTIER

Anita Menendez, Caucriauville



**Anita Menendez,
60 ans,
est conseillère
juridique à la CGT.
Elle demeure**

**à Caucriauville depuis
vingt-trois ans.**

J'AIME

- « C'est une petite ville, on a tout. »
- « C'est vivant. »
- « Il y a un mélange des cultures qui est très enrichissant pour tout le monde. »
- « Le marché est très agréable. Il y a de tout et ça permet de se rencontrer. »
- « La proximité du parc de Rouelles et de Montgeon. »

JE N'AIME PAS

- « On a aménagé l'esplanade de l'avenue du Canada et aujourd'hui on casse tout pour le tramway ! Je ne comprends pas pourquoi on a fait tout ça en deux fois : ça a un coût financier. »
- « Il n'y a rien pour les jeunes. »
- « Les jeux pour les enfants ça manque et ceux qui existent sont installés à des mauvais emplacements. »



- « Il y a un parc pour les chiens mais il est tout le temps plein : des gens y mettent leurs vieilles machines à laver... »
- « Les commerces ferment au Pré-fleuri. »
- « Que le marché ne soit plus avenue du 8-Mai. »

J'AIMERAIS

- « Qu'on fasse des salles pour les jeunes dans les caves des immeubles. »

- « Qu'on développe les aires de jeu pour les enfants. »
- « Des bancs et un peu d'herbe avenue du Canada pour que les gens se rencontrent. »
- « D'autres parcs à chiens. »
- « Une poissonnerie. »
- « Certains logements auraient besoin d'être réhabilités. »
- « Que le tramway ne soit pas bruyant. »
- « Des sports à des prix raisonnables pour les jeunes. »

« Où est l'économie positive ? »

La Gauche, dans toutes ses composantes (ou presque) a manifesté devant les Docks Océane pour dénoncer, et le coût, et l'aspect purement formel du colloque sur l'économie positive, le LH forum.

La Gauche dans toute sa diversité s'est unie jeudi, pour protester contre le LH Forum, qui défend, a priori, un principe, l'économie positive. Surprenant ? Alors, d'emblée, la première question qui s'est imposée une fois à sa rencontre sur l'esplanade de la Chambre de commerce, c'est : « Pourquoi ? ». Et là, force est de constater qu'il y avait une belle unanimité dans les rangs des manifestants. Tous s'offusquaient du coût d'un tel forum : la CGT avançait le chiffre d'1,3 million d'euros. Une certitude : la Ville a voté en mars dernier une subvention de 175 000 euros pour aider à l'organisation dudit forum. « C'est un total de 450 000 euros de subventions publiques qui ont été versées pour l'organisation de ce colloque. La Ville, la Codah et la Chambre de commerce ont toutes trois mis la main à la poche. ça fait cher pour le contribuable havrais », dénonçait Yves Bertrand pour le PRG (Parti Radical de Gauche).

Dans toute la manifestation, l'amertume s'exprimait, ravivée par la publication, la veille de la manifestation, des résultats de



l'étude « Insee » qui annonce un taux de 22% de Havrais vivant sous le seuil de pauvreté.

Une question de décence

« Nous, on veut bien réfléchir à l'avenir mais pour beaucoup moins cher, c'est une question de décence », assurait Pierre Dieulafait, d'Europe Écologie. Toute la Gauche était donc là, sauf peut-être le PS local qui

même s'il a signé l'appel à manifester, ne semblait pas être physiquement présent. Le slogan du jour : moins de discours, plus d'emplois.

Tous veulent croire à l'économie positive, mais tous dénonçaient en ce jour l'aspect purement formel de ce colloque « qui s'interdit dès le départ de toucher au système économique en place », critiquait Christian Pigeon, du

collectif anti-G8. Si changement il y a sur le plan de l'économie, aucun, parmi les manifestants, ne voulait croire que ce soit à l'issue de ce forum.

K.Lebrun

Plus d'info sur
WWW.LEHAVREINFOS.FR

Rétro sport

Serge Gougeon

» Par notre correspondant Jacques Simon



Militant du sport
travailliste, Serge
Gougeon (Le Havre, 17
décembre 1946 - 25 juin
2011) découvrit la
pétanque grâce à la
Coupe de la Vie Ouvrière

en 1970. À l'origine de la commission FSGT dont il est le président, l'homme deviendra ensuite le président du District havrais FSGT de 1978 à 1989, succédant à d'illustres aînés tels que André Saussaye et Jean Hervieu. Présent à l'organisation de championnats fédéraux (pétanque 1977, cross 1986), il participa à la tournée au Havre des gymnastes bulgares, entre autres, en 1979 et également aux premiers semi-marathons de la Ville du Havre durant les années 80.

Au-delà de son activité sportive, il fut également militant syndical à Dresser-France, participant à de nombreuses luttes dont l'action d'opposition à la décision de Ronald Reagan, président des Etats-Unis. Celle-ci était d'interdire à l'URSS la fabrication et la livraison du gazoduc transsibérien fabriqué dans l'usine havraise d'août à novembre 1982. Conseiller municipal de 1983 à 1995 et secrétaire-adjoint du syndicat CGT et du CE de Dresser-France, Serge Gougeon anima également la vie culturelle havraise.



Mercredi 26 Septembre 2012

Social-Eco

Enracinement de la précarité dans le travail

Les femmes restent les premières victimes des petits contrats. La photographie du marché du travail de 2011 révèle une fragilité croissante de l'emploi. En première ligne, les femmes et les seniors.

Photographie du marché du travail en clair-obscur pour 2011. D'après l'étude publiée par l'Insee, 25,8 millions de personnes ont un travail en France et 2,6 millions sont au chômage au sens du BIT (Bureau international du travail). Si le CDI concerne 86,5 % des salariés, en revanche, 9,5 % de la population salariée est en CDD, 2,4 % sont en intérim et 1,6 % en apprentissage. Ces dernières années, la précarité s'est profondément ancrée dans le marché du travail. Plus d'une personne en emploi sur six travaille à temps partiel, pour une durée moyenne de 23 heures par semaine. Entre 2008 et 2011, la proportion de personnes employées à temps partiel a augmenté, passant de 16,8 % à 17,9 %. Pour certains, il s'agit clairement de temps partiel subi. D'après l'Insee, 28 % des personnes dans cette

situation désirent travailler plus. Les femmes restent les premières victimes des petits contrats. Elles subissent quatre fois plus de temps partiel que les hommes.

Au total, 1,3 million d'actifs sont en situation de sous-emploi, soit 5,1 % des travailleurs. L'Insee constate que ce sous-emploi a augmenté depuis 2008 sous l'effet de la progression du chômage partiel, avant de refluer en 2011.

Autre phénomène inquiétant, le chômage de longue durée et de très longue durée n'a cessé de grimper. En 2011, 3,7 % des actifs sont chômeurs depuis plus d'un an, soit un point de plus qu'en 2008. Les seniors sont en première ligne sur le front du chômage persistant. Selon l'étude, 970 000 actifs seniors sont entrés sur le marché entre 2005 et 2011, entraînant une hausse du chômage.

Depuis 2008, sous l'effet de la crise, le chômage des 55-64 ans a bondi, passant de 4,6 % à 6,5 %. D'après l'Insee, « si le chômage des jeunes est élevé, il est plus durable chez leurs aînés ». En effet, 56,5 % des demandeurs d'emploi seniors recherchent un emploi depuis plus d'un an. Ce glissement vers la précarité des salariés et la persistance du chômage des aînés devraient se confirmer dans les chiffres du chômage à paraître aujourd'hui.

« L'allusion à des repreneurs ou partenaires intéressés par le site de Toulouse est une autre intox », estime un élu CGC. Hier, le ton était au plus grand scepticisme parmi les salariés.

Cécile Rousseau

Jeudi 27 Septembre 2012

TRIBUNE

La mobilisation qui monte, qui monte...

Inité par le Front de gauche, l'appel à manifester le 30 septembre s'est élargi. Il va désormais bien au-delà de ses rangs.

Et si le peuple, qui n'y était surtout pas convié, s'invitait quand même dans le débat ? L'idée d'organiser une grande manifestation populaire courait déjà depuis quelques semaines dans les milieux associatifs et syndicaux, en particulier dans les rangs du collectif L'audit de la dette. Elle a été saisie au vol par Jean-Luc Mélenchon, un jour d'été à Grenoble, aux Estivales du Front de gauche. Puis, rebondissant de réunions publiques en assemblées citoyennes, attirant autour d'elle un nombre croissant d'associations et de syndicats, roulant jusqu'à la Fête de l'Huma, la mobilisation du 30 septembre est devenue davantage qu'un « Front du non au traité » : le « signal de départ d'une campagne nationale contre l'austérité ».

À quelques jours de la mobilisation pdu « non » de gauche, passage en revue des forces. Côté web, après la pétition pour un référendum lancée cet été par l'Humanité, la pétition « Non à l'austérité perpétuelle » comptait, lundi, 14 000 signataires de toute l'Europe. Sur le site Internet dédié (www.stopausterite.org) - relayé sur Facebook, Twitter et Google + -, 1 500 personnes avaient envoyé un mail à leur député lui demandant de « voter contre le pacte budgétaire », et des dizaines de cars et de voitures étaient prévus pour converger vers la capitale.

Pendant que la liste des départements s'allongeait, celle des organisations appelant à manifester s'est, elle aussi, bien étoffée depuis début septembre. Aux côtés du Front de gauche et du NPA, la Fondation Copernic, Attac, les Économistes atterrés ou les chômeurs et précaires d'AC! ont fait leur apparition. Côté syndicats, Solidaires et la FSU ont appelé à défilé. Si les grosses centrales comme FO ou la CGT ont, malgré leur prise de position contre le traité, rechigné à s'afficher dans le cortège, des unions régionales et des fédérations cégétistes seront au rendez-vous : CGT Île-de-France, CGT Cheminots...

Dans un autre genre, le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais a adopté vendredi une motion déposée par le groupe Communiste, Parti de gauche et Unitaires, demandant la tenue d'un référendum sur le traité. Reste que les plus frileux demeureront les « nonistes » socialistes ou Verts. Pourtant, « ce n'est pas une manif contre le gouvernement, insiste Pierre Khalfa, coprésident de la Fondation Copernic et membre de l'organisation, même si, évidemment, elle s'oppose aux mesures qu'il a prises ».

Aurélien Trouvé, coprésident d'Attac, a évoqué, elle, un « cadre collectif » où « nous continuerons, après la manifestation du 30 et après le vote du Parlement, à construire les

résistances à l'austérité en France et en Europe, et à discuter des alternatives écologiques et sociales à la crise. Il ne s'agit en aucun cas de nous enfermer dans un "front du non" au traité ».

14000 personnes de toute l'Europe avaient signé, lundi, la pétition « Non à l'austérité perpétuelle ».

Un "front du non" au traité ». Quant à Jean-Luc Mélenchon, il écrivait, samedi, sur son blog : « Parlez autant que vous voulez, défilez comme vous voulez, cela n'a pas d'importance. Ce qui compte c'est le nombre, la détermination, l'énergie, la dynamique ! » Gageons qu'il sera entendu.

Politis dans la manif

La manifestation du 30 septembre partira de la place de la Nation à 13 h 30 pour se diriger vers la place d'Italie. Son parcours n'était pas encore précisé au moment de notre bouclage. Politis sera présent, avec deux points de vente, l'un peu après le départ de la manifestation, l'autre situé à proximité de la place d'Italie. Ce sont les lecteurs membres de l'association Pour Politis qui renouvellent - avec autant de succès, espérons-le - l'opération menée lors de la Marche pour la VI^e République.

Pauline Graulle,

L'UL CGT DU HAVRE PRESENTE :



Marx & Jenny

par Audrey Vernon

VENDREDI 05 OCTOBRE 2012 A 19H00

HALL DE LA MAISON DES SYNDICATS – FRANKLIN

AVANT LA PIECE ET A PARTIR DE 18H00 :

DIFFUSION DU FILM « Pot de thé contre pot de fer », sur la lutte des Fralib

ENTREE SUR RESERVATION UNIQUEMENT AUPRES DE LYDIA :

5€ SYNDIQUES CGT / 10€ AUTRES

RESERVATIONS AU : 02 35 25 39 75

Fred Bauer et Manolou présentent:

Marx & Jenny

par Audrey Vernon

Audrey Vernon vous racontera l'histoire pathétique et mouvementée de Marx, de sa femme Jenny, de Friedrich Engels, leur meilleur ami, et de la fidèle Hélène Demuth, « Lenchen », qui vécut avec eux.

Après sept années de fiançailles, Marx et Jenny se marient et s'installent à Paris, mais la mère de Jenny voyant que le couple ne s'en sort pas, envoie sa jeune bonne Hélène Demuth tenir le ménage des Marx. C'est à cette époque que Karl rencontre Engels. Ils deviennent amis, mais voient très vite qu'il ne pourront pas être deux à vivre de l'écriture et de la révolution. Engels se sacrifie et retourne travailler dans l'usine familiale à Manchester...

Les Marx le retrouvent en Angleterre.

C'est un combat quotidien pour l'écriture et contre la misère, qu'ils vont mener tous les quatre. Pendant que Karl écrit à la British Library, Lenchen et Jenny se battent pour trouver de quoi faire vivre la famille et les enfants, et Engels envoie quelques Pounds chaque semaine...

Mais un jour, Jenny part en Hollande chercher de l'argent... Quand elle revient, Lenchen est enceinte... Friedrich Demuth naît, de père inconnu...

Textes inédits en français.



En direct des protocoles d'accords électoraux...



Accords signés :

→ Normandie Rail Service

Accord signé le 19 septembre pour délégation unique : 1er tour fixé le 11 octobre

→ UNA (aide à domicile)

Accord signé le 24 septembre pour DP / CE : 1er tour fixé le 30 octobre

Négociations à venir :

→ Villa Saint Nicolas

28 rue Pierre Guinard le Havre le 27 septembre à 9h30 : 1er tour élections DP fixé le 31.10.12

→ SECURILOG

le 1er octobre à 10h00 pour élections DUP le 17.10.12

Faites parler de la CGT pour les élections à venir dans ces différentes entreprises auprès de vous : connaissances, amis, famille...

pour présenter une liste CGT, et pour voter CGT !

Programme Formation Syndicale 2012

Union Locale CGT du Havre

Janvier

Du 16 au 20 ⇨ Niveau I
26 et 27 ⇨ Rédiger un tract /
Communication / Prise de parole

NOUVEAUX MODULES AJOUTES !

Juin

Du 04 au 08 ⇨ Niveau I
28 et 29 ⇨ Rédiger un tract /
Communication / Prise de parole

Février

16 et 17 ⇨ Délégué du Personnel

Annulé

Septembre

Du 24 au 28 ⇨ CHSCT

Mars

Du 19 au 23 ⇨ Niveau I

Octobre

11 et 12 ⇨ Délégué du Personnel
25 et 26 ⇨ Feuille de paie / Protection
sociale

Avril

Novembre

Du 26 au 30 ⇨ Niveau I

Mai

25 ⇨ Représentativité

Décembre

03 et 04 ⇨ Rédiger un tract /
Communication / Prise de parole

Réunions du collectif formation de l'UL à 09h00 :

Les 21 mai et 12 novembre

Coût des modules : 40 € par stagiaire repas compris

Coût du Niveau I : 80 € par stagiaire repas compris

Cependant le coût ne doit pas être un frein à la formation des syndiqués, l'UL regardera au cas par cas si le syndicat ne peut pas prendre en charge l'inscription.

l'hebdo pratique

Des liens, des infos, des blogs :

La rubrique interactive de l'hebdo !

L'Union des Syndicats CGT du Havre présente "Marx et Jenny" par Audrey VERNON, le vendredi 05 Octobre à la Maison des Syndicats à 19 heures. Un extrait sur : <http://vimeo.com/47864758>

A partir de 18 heures, diffusion du DVD "Pot de thé/Pot de Fer" retraçant la lutte des Fralib.

En juillet dernier, Audrey VERNON se produisait au Festival d'Avignon ; Les 14 et 15 Septembre, elle jouait à la fête de l'huma avec et pour les FRALIB ; le 15 Janvier prochain (dans le cadre de la semaine de la culture ouvrière), elle jouera "Comment épouser un milliardaire" à l'ECPC à Gonfreville L'Orcher.

Entre les deux, elle nous fait le plaisir de se produire à la maison des syndicats à l'initiative de l'union des syndicats CGT du Havre.

On vous attend nombreux (attention nombre de places limitées).

**Réservations dès maintenant auprès de Lydia au
02.35.25.39.75**

TARIFS : 5 euros (adhérents CGT) ou 10 euros.

**L'UL recherche des représentants aux conseils
d'administration de Santra+.**

**Merci de vous rapprocher de l'UL pour renseignements et candidatures
au 02 35 25 39 75**

PSA : et en plus, ils volent l'Etat !

<http://cadtm.org/PSA-et-en-plus-ils-volent-l-Etat>

